

L'agriculture africaine n'est pas condamnée

African agriculture is not doomed

Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 9, Numéro 6, 464-7, Novembre - Décembre 2002, Dossier : Afrique : agriculture, développement et recherche

Auteur(s) : Pape Abdoulaye SECK, Cheikh Oumar BA, Chercheur, route des Hydrocarbures Bel-Air, Boîte postale 3120, Dakar, Sénégal.

Author(s) : Pape Abdoulaye SECK, Cheikh Oumar BA

Résumé : L'agriculture africaine est souvent présentée comme un secteur incapable de s'inscrire dans une dynamique d'excellence. Il y a un afro-pessimisme qui se propage à une vitesse vertigineuse et semble faire l'unanimité. Les auteurs de cet article s'en démarquent en construisant un argumentaire qui revisite le concept de compétitivité. Par ailleurs, ils mettent en relief des atouts de l'agriculture africaine et dégagent des options pour en assurer une exploitation judicieuse.

Summary : African agriculture is often presented like a sector unable to fall under a dynamics of excellence. There is an afro-pessimism that is propagated at a vertiginous speed and seems to win the consensus. The authors of this article build their optimism by revisiting the concept of competitiveness. In addition, they highlight African agriculture's assets and present options to facilitate its development.

Mots-clés : afro-pessimisme, agriculture africaine, compétitivité, innovations technologiques, marché, recherches agricoles, Sahel.

Keywords : afro pessimism, african agriculture, competitiveness, technological innovation, agricultural research, sahel.

ARTICLE

Pour une révision du concept de compétitivité

Le principal défi qui se pose à l'Afrique au sud du Sahara est de résoudre la question de son agriculture dans un contexte de forte croissance démographique, de libéralisation/mondialisation, de paysans majoritairement analphabètes, d'États disposant de peu de ressources et avec un fossé technologique de plus en plus large par rapport à l'Occident et aux pays émergents d'Asie et d'Amérique latine. Devant cette situation, une idée se propage rapidement : l'agriculture africaine n'a aucune chance eu égard à l'amplification de la mondialisation.

L'émission d'une telle idée repose généralement sur les considérations suivantes :

- * la productivité agricole en Afrique est la plus faible au monde et elle a tendance à diminuer ;
- * la part de l'Afrique dans le volume des transactions internationales diminue ;
- * le continent a du mal à construire une agriculture moderne ;
- * les agriculteurs africains sont sous-informés, insuffisamment ou mal formés et incorporent très faiblement les innovations technologiques ;
- * les politiques agricoles conçues jusqu'à ce jour n'ont pas permis de freiner la pauvreté. Celle-ci s'est d'ailleurs élargie à d'autres couches de la population ;
- * l'approvisionnement des grandes villes se heurte au divorce entre modèle de consommation urbaine et capacités productives des écosystèmes, etc.

Eu égard à cette situation, plusieurs acteurs sont interpellés dont, entre autres, les chercheurs dont la mission est de contribuer à l'émergence d'une agriculture plus compétitive, plus diversifiée et plus durable. Il règne un afro-pessimisme entretenu par des chiffres accablants¹. Pour changer notre regard sur l'Afrique, cet article propose une révision du concept de compétitivité, concept qui est à la base de l'afro-pessimisme.

Pour décrypter le concept de compétitivité, il faut partir de la sécurité alimentaire. Celle-ci signifie la capacité à trouver dans un espace géographique déterminé une nourriture suffisante pour une vie active et équilibrée. La sécurité alimentaire passe dès lors par la disponibilité, l'accessibilité et la durabilité d'aliments sains. C'est pourquoi, la qualité phytosanitaire est de plus en plus une barrière d'entrée au marché. Or, il faut participer au marché pour évaluer sa propre compétitivité. Ce que les règles actuelles du marché ne favorisent pas. La compétitivité est un concept écologique avant d'être un concept économique. Cela nous amène à donner deux définitions de la compétitivité et à distinguer plusieurs situations de compétitivité.

Première définition : compétitivité = capacité à vendre moins cher une qualité totale qui comprend une qualité phytosanitaire et une qualité commerciale.

Seconde définition : compétitivité = capacité à identifier un marché, à le pénétrer grâce à une qualité phytosanitaire irréprochable et à s'y maintenir en cédant à une qualité commerciale un prix moins élevé.

La compétitivité se décompose en compétitivité-qualité, compétitivité-coût, compétitivité-prix, compétitivité technologique, compétitivité institutionnelle, etc. L'évolution du concept tient au fait que l'on n'est pas dans une situation de concurrence pure et parfaite avec comme déterminants, atomocité de l'offre et de la demande, information parfaite, homogénéité des produits. Mais plutôt dans un environnement turbulent marqué par l'injection d'innovations technologiques qui confèrent des lettres de noblesse aux produits. En fait, la recherche scientifique et technique génère des connaissances et des technologies qui favorisent l'hétérogénéité des produits et jouent sur les coûts.

Le débat sur la mondialisation est d'abord un débat idéologique. L'Afrique n'est pas nécessairement exclue. Elle a des atouts à exploiter et nous voudrions faire remarquer les éléments suivants :

- * les pays du Nord, à force de faire de l'intensification leur credo, ont créé des maladies qui n'existent pas dans le continent africain (vache folle, etc.) ;
- * la qualité organoleptique des produits du Nord a considérablement baissé. Il n'y a pas de comparaison possible entre le poulet de chair produit industriellement en Europe et le poulet traditionnel africain ;
- * en ce qui concerne les produits biologiques tant recherchés aujourd'hui face aux problèmes de santé publique, l'Afrique est un réservoir inexploité pour l'exportation ;
- * on oublie souvent que l'arachide, les fruits, les légumes et le coton exportés proviennent des paysans africains pauvres évoluant dans le cadre d'exploitations agricoles. Il faut toutefois examiner les problèmes de redistribution des gains générés par l'exportation pour améliorer le statut économique de ces acteurs.

L'Afrique peut surprendre sur les marchés agricoles mondiaux. Il suffit qu'elle prenne des décisions claires et conséquentes pour :

- * améliorer ses infrastructures de base ;
- * renforcer les capacités de négociations de ses acteurs et des États ;
- * professionnaliser les opérateurs privés ;
- * instaurer un système de contrôle de la qualité commerciale et considérer comme éligibles les produits répondant aux normes des marchés ciblés ;
- * mieux contrôler la qualité phytosanitaire de ses produits pour accéder au marché ;
- * renforcer l'accès à l'information de marchés ;
- * revoir sa fiscalité qui est souvent une contrainte pour se moderniser ;
- * adapter les systèmes de crédit aux capacités des opérateurs privés ;
- * lutter davantage contre la corruption ;
- * étudier les voies et moyens de soutenir son agriculture comme d'autres le font et comptent d'ailleurs continuer dans cette voie.

La dynamique du changement de l'agriculture africaine passe par l'amélioration de la sécurité alimentaire

Dans la plupart des pays du Sahel exposés à l'insécurité alimentaire, la politique agricole permet d'améliorer la sécurité alimentaire et de promouvoir un développement rural durable en mettant en place des réformes structurelles du secteur public et parapublic agissant sur les marchés des facteurs et des produits. Les coûts des transactions sur ces marchés demeurent élevés et les profits des producteurs sont réduits. Ces politiques à court terme facilitant le maintien des structures offrent

des solutions non convaincantes au problème de la mondialisation de l'agriculture et de l'intégration économique africaine.

Le coût économique de la faim freine la compétitivité

La lutte contre la faim n'est pas seulement un impératif humanitaire, c'est aussi une action qui a de fortes justifications économiques. La faim et la sous-alimentation ont des coûts économiques élevés et des effets en termes de productivité, de morbidité et de mortalité. La sous-alimentation affecte sensiblement les capacités physiques, le développement cognitif et l'apprentissage, ce qui entraîne une baisse de la productivité. Au-delà des souffrances des individus et des familles, elle entraîne une diminution de la rentabilité des investissements socioéconomiques. Une étude parrainée par la FAO², qui a porté sur 110 pays entre 1960 et 1999, le confirme. Les auteurs ont employé des techniques statistiques pour analyser les liens entre croissance économique et bien-être nutritionnel. Ils ont constaté que si tous les pays africains dans lesquels la disponibilité énergétique alimentaire (DEA) moyenne était inférieure au minimum en 1960 avaient réussi à éliminer la faim et à porter la DEA par habitant à 2 770 kilocalories par jour, leur taux de croissance aurait été notablement plus élevé. Si la sous-alimentation avait été éliminée, le PIB par habitant des pays d'Afrique subsaharienne aurait atteint entre 1 250 et à 3 800 dollars en 2001 alors qu'en fait il n'était que de 800 dollars par an.

L'investissement dans le capital humain devra être axé sur l'éducation, la distribution d'eau propre et l'assainissement, la santé et les services sociaux, complétés dans certains cas par une aide alimentaire et nutritionnelle directe. Dans les zones rurales, ces investissements sont indispensables pour que les autres investissements consentis dans l'agriculture et ses sous-secteurs productifs puissent être rentables. Ceux qui soutiennent qu'un développement axé sur l'homme est coûteux ne doivent pas oublier que le fait de laisser les gens souffrir de la faim a aussi un coût économique, comme l'ont montré les récentes recherches commanditées par la FAO. Selon les projections de la FAO, dans 15 ans, si l'innovation agricole se poursuit à un rythme raisonnable, la production alimentaire pourra augmenter de 2 pour cent par an dans les pays africains. Toutefois, la croissance globale ne suffit pas ; encore faut-il qu'elle bénéficie à ceux qui ont le plus faim.

Dans des pays africains, l'investissement dans la petite agriculture est un des moyens d'orienter la croissance dans un sens favorable aux pauvres. La nécessité de consacrer des ressources aux processus de production et de postproduction est aujourd'hui largement admise. Toutefois, le financement de la recherche agricole est aussi essentiel, particulièrement en ce qui concerne les produits et les systèmes agricoles susceptibles d'offrir des perspectives de croissance aux pays africains. La participation de ces pays à des programmes d'action communautaire est un moyen puissant de faire en sorte que ce genre de politique soit appliqué. Les politiques traditionnelles de développement rural mettaient l'accent sur les infrastructures et les services sans consulter les ruraux, principaux utilisateurs ; on parlait du principe qu'ils bénéficieraient automatiquement des retombées de la croissance.

Trois attitudes importantes pour le développement

Il existe heureusement des « filets de sécurité » tels que la solidarité communautaire, les transferts publics direct et les transferts publics indirects qui protègent les moyens de subsistance et assurent la survie des populations vulnérables.

La solidarité communautaire

Dans les communautés traditionnelles, de solides réseaux de parenté et les attaches religieuses protègent les personnes en difficulté. Les associations qui établissent des liens entre les habitants des villes et les familles rurales offrent de nouveaux mécanismes de soutien, de même que les associations caritatives.

Les transferts directs

Les transferts publics consistant à fournir directement aux personnes nécessiteuses des aliments ou de l'argent sont généralement appelés aides alimentaires. On peut distinguer l'aide alimentaire d'urgence, les programmes d'alimentation complémentaire, les programmes nourriture-contre-travail et les systèmes de rations.

Les transferts indirects

De nombreuses prestations sociales sont indirectes. Parmi celles qui contribuent à la sécurité alimentaire, on peut mentionner :

- * les mesures réglementaires telles que les lois sur le salaire minimum, le contrôle des prix et la réglementation du marché financier et du marché du travail, complétées par des réserves alimentaires stratégiques ;
- * les programmes de subventions et de crédits, notamment subventions alimentaires ciblées, crédits à la consommation et systèmes d'épargne et de crédits communautaires ;
- * les mesures de création d'emplois, telles que programmes de formation, services de placement et systèmes publics de garantie d'emploi ;
- * les régimes d'assurance garantie par l'État, tels que l'assurance récolte, l'assurance chômage, les caisses de retraite et les régimes de protection sociale.

L'étude de la FAO montre que des petits groupes autonomes de personnes ayant des activités similaires sont capables de faire beaucoup pour améliorer leur propre sort. Toutefois, il faut beaucoup de temps avant que les interventions visant à améliorer la productivité agricole et à accroître le pouvoir d'achat des producteurs aient des effets. Il faut encore plus longtemps si l'on ne répond pas aux besoins alimentaires quotidiens des pauvres, car les gens qui ont faim sont généralement moins productifs. En outre, des crises temporaires sont inévitables pendant la période de transition (*soudure*) et ceux qui sont déjà exposés à l'insécurité alimentaire en seront probablement les principales victimes.

Offrir des produits vivriers, la clé du devenir des économies africaines dans les marchés mondiaux

Le vivrier doit être au centre de la bataille pour la sécurité alimentaire dans les pays Sahéliens. Avant l'époque coloniale, ces pays étaient caractérisés par une économie fortement agricole avec souvent une prédominance de l'agriculture vivrière par rapport à l'agriculture dite de rente malgré les progrès de cette dernière. À partir des années 1960, l'agriculture africaine a commencé progressivement à entrer dans une logique de marché avec la production des cultures d'exportation et une connexion plus forte au marché qui a relégué au second plan les activités agricoles de subsistance qui pourtant

représentaient l'essentiel de l'agriculture. Les exportations agricoles qui constituent l'essentiel des sources de devises pour les États sont cependant de plus en plus déterminées par des logiques qui leur échappent et qui assujettissent toute l'économie aux turpitudes du marché international, au détriment des échanges intérieurs et sous-régionaux.

Dans les années 1980-1990, contrairement aux cultures de rente, les cultures vivrières locales étaient laissées à elles-mêmes, paradoxalement considérées comme marginales, sans grand intérêt marchand, sans aucune forme d'appui ou d'intervention, de la production à la commercialisation. En conséquence, les surfaces emblavées en mil, en sorgho, en maïs, se sont progressivement réduites face à la poussée de cultures comme l'arachide et le coton. Cette baisse, combinée à d'autres facteurs tels que le manque d'organisation des filières, l'enclavement, les difficultés de transport et la demande de plus en plus forte, a conduit à des tensions spéculatives sur les prix, notamment ceux des céréales locales.

Cependant, l'aide alimentaire n'a pas empêché les africains de continuer à produire, même pendant les pires moments de sécheresse et de famine. C'est ce qu'ont très bien exprimé Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison³ en ces termes : « Si faible que soit son poids économique, si graves que soient les famines et les crises dont elle est victime, si préoccupant que soit son avenir économique, écologique et sanitaire face à la croissance démographique, aux incertitudes climatiques et à la progression des épidémies, bref, si profonde qu'y soit la crise, l'Afrique n'est pas une terre qui se meurt. Avec l'ingéniosité du désespoir parfois, les Africains qui font preuve d'une remarquable capacité d'adaptation et de résistance ont relevé le défi. Les campagnes les plus menacées par la dégradation écologique assument leur croissance démographique et les villes, qui devraient connaître la famine et une flambée de mortalité consécutive à la détérioration des conditions sanitaires, constituent d'actifs marchés pour un monde rural en mutation. Une économie de la survie, qui n'exclut pas la modernisation, a été mise en place, de nouveaux réseaux surgissent, des territoires sont façonnés, comme s'il existait un système africain de la crise... Même les pays qui ont sombré dans l'anarchie, comme la Somalie ou le Liberia, ne survivent pas par la seule aide alimentaire : on y produit et on y échange toujours. » Cette vision est d'autant plus vraie que les statistiques officielles (si peu fiables soient-elles) permettent de constater que la production vivrière en Afrique a augmenté de 3 % par an entre 1960 et 1999, malgré les alertes périodiques à l'opinion mondiale sur les sécheresses et les famines en Afrique⁴. Mais cette augmentation n'a pas été suffisante pour couvrir les besoins alimentaires et rattraper le retard par rapport à la croissance démographique. Il faut remarquer cependant que cet écart qui est de 14 % (la production vivrière couvre 86 % des besoins des populations)⁵, comblé jusqu'à présent par les importations commerciales et les aides alimentaires, est modeste et peut être rapidement couvert grâce à une bonne politique de production et de commercialisation des produits vivriers dans la sous-région. Le fondement serait la régulation de la filière vivrière afin que les zones excédentaires puissent pourvoir aux besoins des zones déficitaires.

Au demeurant, aujourd'hui, l'opposition manichéenne entre des cultures vivrières non marchandes et non contrôlées, et des cultures de rentes organisées en filières dans lesquelles le rôle de l'État est prégnant, n'est plus tout à fait opérante.

L'urbanisation accélérée a dopé la demande en produits vivriers, et a contribué à structurer la production des campagnes qui s'est ajustée pour approvisionner les marchés des villes. C'est ainsi que les productions vivrières (avant, faiblement connectées au marché) se présentent aux

producteurs comme une alternative crédible et sécurisante face aux soubresauts des cultures d'exportation qu'ils ne maîtrisent pas. Elles présentent désormais un double intérêt pour les producteurs ; elles leur permettent non seulement de satisfaire les besoins alimentaires de leurs ménages (la part destinée à l'autoconsommation), mais aussi de commercialiser une partie de leur production pour faire face aux besoins de liquidités financières.

Il faut reconnaître cependant qu'il y a des efforts importants à faire pour augmenter durablement et de manière substantielle la production et faire face à la mondialisation. Car la première bataille à mener pour la sécurité alimentaire en Afrique se trouve d'abord dans la sécurisation de la production. En effet, il ne peut y avoir de commerce durable en l'absence de produits. Certes les productions vivrières issues de l'agriculture, de la forêt, de l'élevage et de la pêche, sont souvent dépendantes de facteurs climatiques non maîtrisés, et cela peut rendre les niveaux de production aléatoires. Mais il faut remarquer aujourd'hui que la production et le commerce vivrier s'inscrivent en droite ligne dans les dynamiques économiques nouvelles qui se présentent comme une alternative face à la crise du modèle de développement « rostowien », pensé comme un processus linéaire à stades successifs. Ces nouvelles dynamiques appartenant au secteur « informel », « de transition » ou encore « économie populaire » voire « sociale et solidaire », se sont développées en marge de toute forme de contrôle ou d'encadrement de l'État. Ce dernier déconnecté des réseaux et des mécanismes qui régissent la production et les échanges dans ce secteur, devrait s'ajuster et non se prévaloir d'un monopole dans l'accumulation et la distribution. Il s'agit de créer non pas un nouvel État clientéliste, mais un nouvel État régulateur des relations économiques et sociales.

Le commerce vivrier africain constitue un enjeu de taille pour les économies sahéliennes pour plusieurs raisons :

D'un point de vue stratégique, ces économies ont intérêt à envisager la question de la sécurité alimentaire sous un angle communautaire pour jouer sur les complémentarités des unes et des autres, et d'être moins dépendantes des aléas du marché international.

L'Afrique présente plusieurs sous zones avec des productions vivrières spécifiques. Dans le cadre d'une stratégie sous-régionale de sécurité alimentaire, cette situation peut être mise à profit pour une diversification des produits alimentaires disponibles dans les marchés.

Il ne peut pas y avoir de connexion au réseau mondial de commerce avec une faible articulation de nos économies et des flux limités. Les échanges communautaires au sein de l'UEMOA n'excèdent pas 10 % du volume total des échanges des pays la constituant.

Le commerce vivrier africain est l'un des leviers sûrs d'intégration sous-régionale, car il permet non seulement une intensification des échanges sous-régionaux, mais aussi une rencontre et un brassage des populations concernées ainsi qu'une démystification des frontières érigées entre nos États.

Développer le commerce sous régional, notamment vivrier, c'est anticiper la mise en place des accords de partenariat économique sous-régionaux envisagés dans le cadre des relations Union Européenne/Afrique Caraïbe Pacifique. En effet, l'Union Européenne envisage à l'horizon 2008 des accords avec des entités sous-régionales constituées. C'est pourquoi le cadre de l'UEMOA est déjà pertinent pour expérimenter des initiatives entrant dans le cadre de l'intégration régionale.

Humaniser les règles du marché

Aujourd'hui, l'afro pessimisme semble prévaloir dans beaucoup de milieux. Pourtant la sous-région regorge de potentialités qui, s'ils sont rationnellement exploités, peuvent permettre à l'Afrique d'être compétitive sur le marché mondial. Pour ce faire, il importe d'humaniser les règles du marché, en les respectant et en contribuant à créer un environnement favorable à des investissements privés massifs. Cela passe par la promotion de la bonne gouvernance, l'investissement dans les infrastructures et l'éducation, à la lumière de l'orientation du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) pour réduire le gap entre les pays riches et les pays pauvres et éviter ainsi que les inégalités ne fassent le lit d'un désordre mondial porteur de violence et de haine entre les civilisations. La lutte contre l'afro-pessimisme passe par la revalorisation des potentiels africains à partir des activités agricoles car le pourcentage de la population qui vit en milieu rural est plus élevé que partout ailleurs.

Notes :

¹ En Afrique, 20 % environ des terres sont arables, et 65 % des terres arables sont dégradées (ce qui est le plus haut pourcentage du monde). Moins de la moitié des habitants a accès à de l'eau de boisson salubre. Seulement 5 % environ des ruraux en Afrique ont accès à l'électricité moderne ; le reste dépend des combustibles traditionnels, essentiellement du bois et du fumier de vache, pour la cuisine, le chauffage et l'éclairage. Très peu de villages africains ont ne serait-ce qu'un téléphone. La disparité de « télédensité » (nombre de lignes par personne) entre les villes et les campagnes en Afrique atteint, d'après les estimations, 25 à 1. Voir Document Banque Mondiale, 14 février 2002.

² FAO, 1999 The state of food and agriculture.

³ DUBRESSON A. et RAISON JP. 1998. *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*, Éditions Armand-Colin, pp. 7-8.

⁴ Club du Sahel. 2000. Études des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020.

⁵ Toujours selon cette étude du Club du Sahel sur l'Afrique de l'Ouest, le retard de la production vivrière par rapport à la croissance démographique est passé de 5 à 3 ans ces dernières années.



Photo 1. *Panicule de Sorgho.*

REFERENCES

BA CO, FALL A, FAYE J, SONKO ML (2001). Rapport portant propositions paysannes pour la Politique Agricole de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest, Rapport du CNCR, 95 p.

FONGS/FAO (1998). Manuel 3 : « Les accords du cycle de l'Uruguay : Contraintes et opportunités pour l'agriculture sénégalaise », Renforcement des capacités d'analyse des organisations paysannes (TCP/SEN/6713).

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan Direction de la Planification (1996). Plan d'orientation pour le Développement Économique et Social : 1996-2001. 9^e Plan : Compétitivité et Développement Humain Durable.

SECK PA, BA A, DIA I, DIOUF S, GUIRO A, WONE O (1997). Séminaire sous-régional FAO/ISRA sur « Approvisionnement et distribution des villes de l'Afrique Francophone », Novotel, Dakar, 14-18 avril 1997.